

Article 21 du Règlement

Monsieur le Président, je suis d'accord sur les deux solutions proposées par cette Association, à savoir, d'abolir ce genre de services et d'abroger les dispositions législatives qui en permettent l'existence . . .

M. le Président: Je regrette d'informer le député que son temps de parole est écoulé.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILEON EXHORTE LE GOUVERNEMENT À PROTÉGER LES
FABRICANTS DE PIÈCES D'AUTOMOBILE

M. Elliott Hardey (Kent): Monsieur le Président, le contingentement des voitures japonaises importées au Canada est loin d'être une chose simple, surtout dans le secteur des pièces d'automobile. On ne peut résoudre le problème rien qu'en fixant un pourcentage de voitures japonaises qui peuvent entrer au Canada chaque année.

Comme tout le monde le sait aujourd'hui, ce qui a l'air d'être une voiture américaine, allemande, suédoise, française ou japonaise peut comporter une variété de pièces qui ont été fabriquées dans une demi-douzaine de pays. L'apparence et la marque ne veulent absolument rien dire en ce qui concerne l'origine de la voiture. Des pièces d'une Renault peuvent avoir été fabriquées au Mexique; des produits General Motors sont désormais manufacturés en Amérique du Sud et au Japon; Volkswagen fabrique des pièces au Japon comme en Pennsylvanie; et la Mazda australienne est commercialisée sous l'étiquette Ford. Ce n'est là qu'un échantillon de ce qui est aujourd'hui une pratique universelle dans l'industrie de l'automobile.

Pour cette raison, il est plutôt futile de se préoccuper outre mesure de l'importation de voitures japonaises comme telles. Ce qui est nécessaire, en fait, c'est de protéger les fabricants canadiens de pièces d'automobile au moyen d'une politique ferme comme celle que recommandait dans son rapport de 1983 le groupe de travail sur l'industrie automobile. Tout simplement, ceux qui exportent des voitures étrangères au Canada doivent soit acheter toutes leurs pièces d'origine et de rechange au Canada, soit investir dans le montage des véhicules au Canada. Autrement dit et en bref, aucune voiture étrangère ne comportant pas de pièces de fabrication canadienne ne devrait être vendue au Canada. Dans notre meilleur intérêt, c'est la seule solution possible.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'aimerais me faire le porte-parole des maires des municipalités de banlieues du Québec, des régions rurales, qui comme l'ensemble . . . Il y en a qui jappent ici. Monsieur le Président, s'ils veulent japper, pourriez-vous leur demander d'aller japper à l'extérieur.

Une voix: Ils ne jappent pas, ils vomissent.

M. Malépart: Monsieur le Président, j'aimerais me faire le porte-parole de ces maires de municipalités qui sont déçus du gouvernement en ce qui concerne les coupures au programme de rénovation et de restauration de logements. Effectivement, la MRC d'Arthabaska est insatisfaite des coupures faites par le gouvernement au niveau du programme PAREL; son budget qui était de \$412,000 a été réduit à \$183,000. Le maire des villes de Bécancour, eux aussi, subissent une diminution de 69 p. 100, au Québec. Dans la municipalité de Bellechasse: \$540,000, une diminution de \$240,000. Dans la ville de Noranda: des coupures de \$140,000 à \$81,000, et dans la ville de Sherbrooke: sur une demande de \$724,000, une diminution de \$225,000; dans la région de Rimouski: des coupures, sur un budget de 6.5 millions de dollars, une diminution de 3.4 millions de dollars.

Monsieur le Président, j'inviterais tous les députés de cette Chambre, principalement ceux du Québec et des régions concernées, à demander au ministre d'obtenir des budgets supplémentaires afin de corriger l'injustice qui a été causée par la nouvelle formule retenue par le ministre qui fait perdre au Québec 17 millions de dollars au niveau de la rénovation du logement, un programme qui est important pour améliorer la qualité du logement . . .

M. le Président: Le temps de parole de l'honorable député est déjà écoulé.

* * *

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

LA DISPARITION DU PARTI RHINOCÉROS

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, j'aimerais que tous les députés se joignent à moi pour pleurer la triste disparition de la scène politique canadienne, du Parti Rhinocéros du Canada.

Des voix: Oh, oh!

● (1410)

M. Blaikie: Cette incarnation du cynisme à l'égard de la politique et des politiciens, cynisme que les événements passés et présents justifiaient le plus souvent, a été, en périodes électorales, une source d'humour qui faisait la joie d'un grand nombre, à l'exception, selon mon expérience, des marxistes-léninistes et des conservateurs qui ont en commun une incapacité psychique de rire d'eux-mêmes.

Le plus bel héritage qu'a pu nous laisser le Parti Rhinocéros, c'est peut-être ses très précieuses suggestions sur la réforme du Sénat. En proposant de transformer le Sénat en une loterie générale ouverte à tous les Canadiens et non pas seulement aux amis du parti libéral et du parti conservateur, le Parti Rhinocéros a prouvé qu'il s'engageait sincèrement à démocratiser le Sénat, même de façon bizarre, et qu'il comprenait parfaitement à quel point la situation actuelle est devenue une farce.

Je suis sûr que feu le chef du Parti Rhinocéros, le D^r Ferron, ne nous en voudrait pas si, à titre posthume, nous le nommons au Sénat à la condition, facile à satisfaire, de ne pas être plus actif que la moyenne des sénateurs.

Des voix: Oh, oh!